

Pacte d'excellence : maintenant, il est grand temps d'avancer...

Une réunion décisive au finish ! Voilà pour le pitch de la réunion du Groupe central du Pacte pour un enseignement d'excellence qui s'est tenue mardi après-midi... et n'était toujours pas achevée au moment de boucler votre journal. Dans la soirée, la Fondation pour l'enseignement a pourtant mis un coup de pression affirmant : *« Chacun doit à ce stade être capable de mettre entre parenthèses ses intérêts propres au profit du seul bien commun, en trouvant un accord global pour une réforme ambitieuse et cohérente »*.

Le Groupe rassemble syndicats, pouvoirs organisateurs, fédérations de parents et administration de l'Enseignement. Il pilote les travaux depuis deux ans. Cette fois, il doit finaliser son avis sur les réformes à appliquer à l'école francophone. Pas une

mince affaire après les sorties très mitigées des syndicats le mois dernier. Après avoir consulté leurs affiliés, ils avaient massivement rejeté le vaste plan de réforme... Tout en laissant la porte entrouverte. Un « non, mais... » en quelque sorte. Pour éviter le naufrage complet du Pacte, l'exécutif francophone avait dès lors offert quelques semaines aux membres du groupe central pour trouver une position consensuelle.

INQUIÉTUDES DISSIPÉES

Certaines inquiétudes ont pu être dissipées depuis. *« Je pense que les syndicats ont été rassurés sur l'emploi. Ils ont compris que le Pacte n'était pas une occasion de faire des économies sur le personnel »*, explique un observateur de la majorité. Des progrès ont été engrangés, notamment

sur l'introduction d'un tronc commun de la maternelle jusqu'à la fin de la 3^e secondaire. Il reste néanmoins des obstacles. Lesquels ? La charge globale de travail, mais plus encore la volonté de donner aux directeurs d'école la possibilité future d'évaluer (avec sanction à la clé) leurs enseignants.

Il semblait difficile de voir cette réunion cruciale s'achever sur un « oui » franc des syndicats. Du côté du gouvernement, personne ne s'attendait à un rejet total qui ferait exploser deux ans de brainstorming. Une solution intermédiaire était privilégiée, genre les syndicats demandent du temps pour convaincre leurs affiliés ou mettent le gouvernement face à ses responsabilités... Ce qui lui permettrait de prendre des décisions la semaine prochaine. ●

D.S.W.